

DAF_2024_000809

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT RELATIF À LA

**FOURNITURE DE MATERIELS CANINS (LOT 1)
ET D'EQUIPEMENTS CYNOTECHNIQUES (LOT 2)**

**ACCORD CADRE À MARCHES SUBSEQUENTS
SANS MINIMUM ET AVEC UN MAXIMUM EN VALEUR POUR CHACUN DES LOTS**

En application du livre 1 de la deuxième partie du code de la commande publique et du CCAG FCS

Date limite de réception des plis :

Jeudi 04 septembre 2025 À 15h00

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB) comme cela est prévu dans le présent règlement de la consultation.

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : **DAF_2024_000809**.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 Allotissement et encadrement	3
2.2 Estimations de commandes	5
ARTICLE 3 - VARIANTES - OPTIONS	5
ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE	6
4.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)	6
4.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)	6
ARTICLE 5 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE	7
ARTICLE 6 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES	8
6.1 Présentation de l'offre pour chacun des lots	8
6.2 Conditions de recevabilité de l'offre	8
ARTICLE 7 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	8
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS	9
8.1 Mode de transmission	9
8.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli via PLACE	9
8.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde	9
ARTICLE 9 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10
ARTICLE 10 - GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	10
ARTICLE 11 - UNITÉ MONÉTAIRE UTILISÉE	11
ARTICLE 12 - CONDITION DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION	11
13.1 Le critère Prix	12
13.2 Le critère Performance Environnementale et Sociale	12
13.3 Modalités d'attribution des lots	13
ARTICLE 14 - DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION	13
ARTICLE 15 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	14
15.1 Signature de l'accord-cadre par l'attributaire	15
ARTICLE 16 - DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE.	16
ARTICLE 17 - CHARTE ET LABEL « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)	16
ARTICLE 18 - PROCÉDURE DE RECOURS	17
18.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS	17
18.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	17

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire.

La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME).

Le DUME, ou l'e-DUME pour sa version électronique, est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, élaborée sur la base d'un formulaire type, permettant de candidater à un marché public. Il est appelé à se substituer aux formulaires DC1, DC2, DC4 et à remplacer le programme « Marché Public Simplifié » (MPS).

Remarques :

- les candidatures n'ont pas à être signées lors de leur dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui sera remis par l'acheteur ;
- le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort électronique de l'entreprise) ;
- conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la **fourniture de matériels canins (lot 1) et d'équipements cynotechniques (lot 2)**.

L'appel d'offres ouvert est passé en application des articles L. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il doit conduire à la conclusion d'un **accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents par lot** conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-7 à R. 2162-9 du code de la commande publique pour une **durée de quatre (4) ans** à compter de sa date de notification.

Le cahier des clauses administratives générales des fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) est applicable aux accords-cadres issus de la présente procédure.

2.1 Allotissement et encadrement

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, chacun des deux lots est conclu **sans minimum et avec un maximum fixé en valeur**.

L'atteinte du montant maximum fixé au titre de l'accord-cadre entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité de celui-ci, même si la durée fixée n'est pas atteinte.

La consultation est allotie de la manière suivante :

N° de lot	Libellé du lot	Montant minimum HT sur 4 ans	Montant maximum HT sur 4 ans (Tous articles confondus)
1	Fourniture de matériels canin	Sans	5 000 000 € HT
2	Fourniture d'équipements cynotechniques	Sans	5 000 000 € HT

Chaque accord-cadre sera exécuté par la passation de marchés subséquents à bons de commande Locaux (réalisés par les PFC dédiées) dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents sont encadrés comme suit :

N° de lot	Libellé du lot	Montant minimum HT sur 4 ans	Montant maximum HT sur 4 ans (Tous articles confondus)
1	Fourniture de matériels canins		
	Marché subséquent de la PFC de Bordeaux	Sans	2 250 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Brest	Sans	510 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Lyon	Sans	60 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Metz	Sans	1 600 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Paris	Sans	90 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Rennes	Sans	190 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Toulon	Sans	300 000 €
2	Fourniture d'équipements cynotechniques		
	Marché subséquent de la PFC de Bordeaux	Sans	2 700 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Brest	Sans	540 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Lyon	Sans	40 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Metz	Sans	1 180 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Paris	Sans	40 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Rennes	Sans	200 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Toulon	Sans	300 000 €

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les montants minimums estimés par marché subséquent sont mentionnés ci-après, sans que cela n'emporte engagement de l'acheteur :

N° de lot	Libellé du lot	Montant minimum estimé HT sur 4 ans
1	Fourniture de matériels canins	
	Marché subséquent de la PFC de Bordeaux	450 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Brest	102 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Lyon	12 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Metz	320 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Paris	18 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Rennes	38 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Toulon	60 000 €
2	Fourniture d'équipements cynotechniques	
	Marché subséquent de la PFC de Bordeaux	540 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Brest	108 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Lyon	8 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Metz	236 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Paris	8 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Rennes	40 000 €
	Marché subséquent de la PFC de Toulon	60 000 €

2.2 Estimations de commandes

Les estimations de commandes figurent dans le panier-type et sont données **à titre purement indicatif et n'engagent en aucun cas l'administration**. Les quantités prévues dans le panier type correspondent aux quantités commandées sur 1 année.

Les spécifications techniques figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° DAF_2024_000809. Les listes des principaux besoins du lot 1 et du lot 2 sont annexées au CCTP.

ARTICLE 3 - VARIANTES - OPTIONS

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune option n'est demandée par l'acheteur.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique, l'e-DUME (article 7.1 ci-dessous) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (article 4.1 ci-dessous).

Quel que soit le choix opéré par le candidat, toutes les pièces de la candidature devront être déposées sur la PLACE au plus tard à la date et à l'heure de réception fixées à l'article 8 du présent règlement de la consultation sous peine d'irrecevabilité de la candidature.

Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de cet ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

4.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée *e-DUME* (Document Unique de Marché Européen). Ils peuvent trouver de l'aide dans le support de formation DUME-Entreprise sur la Place (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Le dossier doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

1. **l'e-DUME « opérateur économique »** créé pour cette consultation sur PLACE (accès via le profil acheteur) ;

NB : Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique (groupement momentané d'entreprises ou sous-traitance) devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire e-DUME distinct.

2. **Une attestation sur l'honneur** du candidat, relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée, datée et signée (en PJ n°3) ;

La pièce 2 devra être déposée en pièce libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

4.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)

La constitution **intégrale** de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée.

La candidature doit contenir, **en mode de transmission dématérialisée**, les documents suivants :

- **la lettre de candidature** (imprimé DC1) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, complétée par chaque membre du groupement ;
- **la déclaration de candidature** (imprimé DC2) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un DC2 pour chaque membre du groupement ;
- du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée et signée ;

Les pièces devront être déposées au format « zip » en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Les opérateurs économiques établis hors France peuvent produire des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

QUELLE QUE SOIT LA PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du code de la commande publique).

ARTICLE 5 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE

L'offre doit être rédigée exclusivement en **langue française** et doit contenir les documents numérotés suivants :

- **l'acte d'engagement** (formulaire ATTRI 1) au format Word dûment complété non signé ;
- l'annexe 1 (A1) à l'acte d'engagement : « **A1 – Annexe 1 : références – remises – délais – garantie** » relative aux références et remises accordées, durée de garantie et délai de livraison complétée par :
 - les catalogues de produits proposés et les tarifs distributeur applicables à l'ensemble de sa clientèle associés ;
 - les taux de remise éventuels accordés à l'administration sur les tarifs distributeur applicables à l'ensemble de sa clientèle ;
- L'annexe 2 (A 2) à l'acte d'engagement : **A2 bordereau de prix unitaires (BPU)** dans laquelle seront détaillés :
 - les catalogues de produits proposés ;
 - les références proposées ;
 - le prix catalogue distributeur HT ;
 - le taux de remise éventuel accordé ;
 - le prix HT remis.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'offre doit couvrir au minimum 90% des besoins mentionnés pour chacune des annexes (A1 et A2) du CCTP « liste des principaux besoins ». De plus, il devra satisfaire 100% de la liste des produits référencé au panier type.

- **la fiche technique valant engagement (FTVE)** en cas de marché dûment complétée;
- **les catalogues ou extraits de catalogues de produits proposés et les tarifs public associés** en vigueur à la date de remise de l'offre sous format informatique permettant la recherche de la fiche technique de chacun des articles listés au catalogue par l'acheteur (sous format PDF et compatible Excel) et / ou un accès au site internet e-commerce du candidat qui offre la possibilité de retrouver l'ensemble des catalogues/tarifs publics.
- **le panier-type** dûment complété ;

Le panier type est une simulation de commande qui n'engage en rien l'acheteur. Il est utilisé aux seules fins de sélection des offres conformes dans le calcul de la note du critère Prix.

Les prix indiqués dans le panier type sont identiques à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaires, annexe 1 à l'acte d'engagement. En cas de discordance entre l'offre figurant dans l'acte d'engagement et le panier type, seule l'offre figurant dans l'acte d'engagement est prise en compte ;

NB : Le panier-type est joint sous format tableur (.xls). Il est à transmettre sous format tableur avec conservation des formules.

- **le questionnaire de performance environnementale et sociale** dûment complété et accompagné de tout justificatif jugé utile pour apprécier les éléments de réponse déclarés ;
- **un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;**

ARTICLE 6 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

6.1 Présentation de l'offre pour chacun des lots

Pour les fournitures en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne, le prix de l'offre est établi frais et droits de douane compris, sauf en cas d'importations en suspension de droits de douane réalisées en application des dispositions du règlement CE n° 150/2003 du 21/01/2003 portant suspension des droits de douane sur certains armements et équipements militaires.

Les frais de transport et d'emballages ainsi que toutes les matières sont à la charge du titulaire.

6.2 Conditions de recevabilité de l'offre

Il est présenté une offre distincte par lot pour le(s)quel(s) les soumissionnaires entendent faire une offre.

Il est précisé que **chaque lot est indivisible**.

Le prix inclut le coût relatif aux différents éléments constitutifs de l'article.

L'offre doit être formulée en euro.

Les offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être attribués ne sont pas autorisées.

Une couverture inférieure à 90% des besoins listés aux annexes 1 et 2 du CCTP « liste des principaux besoins » constitue une exigence éliminatoire.

De plus, l'offre devra satisfaire 100% de la liste des articles mentionnés au panier type.

NB : pour chacun des deux lots, l'acheteur se réserve le droit de neutraliser un article si l'ensemble des soumissionnaires (retenus au stade de la candidature) ont fait part de l'impossibilité à fournir cet article ou un article équivalent.

Dans l'hypothèse où l'offre proposée par le candidat ne couvre pas la totalité des besoins identifiés comme « besoins indispensables », après éventuelle neutralisation d'un ou de plusieurs articles dont la production est arrêtée, son offre est rejetée.

L'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

ARTICLE 7 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres (DLRO).

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS

8.1 Mode de transmission

Le pli dématérialisé comprenant la candidature et l'offre doit parvenir

pour le jeudi 04 septembre 2025 à 15h00, terme impératif.

L'acheteur **impose aux candidats** de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise de son offre.

Le candidat entendant faire une offre devra présenter dans un pli unique, déposé via PLACE, l'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Le candidat doit appliquer la procédure dématérialisée à l'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre qu'il transmet à l'acheteur. Aucun pli par voie postale ou par porteur ne sera accepté.

L'ensemble des pièces devront être déposées dans un seul dossier au format « zip » sur PLACE au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'acheteur décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

8.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli via PLACE

Lors de l'envoi du pli électronique, le candidat reçoit en retour un accusé de réception signé par la plateforme indiquant la bonne réception du pli en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation. Cet accusé de réception par courrier électronique sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus.

Si le candidat soumissionne à plusieurs lots, il doit déposer une offre par lot dans un pli unique.

8.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat est encouragé à effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB**). Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier d'offre transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC Rambouillet en courrier recommandé avec avis de réception dans **les délais impartis pour la remise des plis**. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé à affranchir comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de l'appel d'offre et le nom du soumissionnaire.

Expéditeur : _____

DCE DAF N° 2024_000809

**OBJET : FOURNITURE DE MATERIELS CANINS (LOT 1)
ET D'EQUIPEMENTS CYNOTECHNIQUES (LOT 2)**

COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR

L'adresse pour l'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

Monsieur le directeur de la PFC Rambouillet

Division Achats Publics / **Section Matériel**

11, rue de Groussay

CS 70106 - 78513 Rambouillet Cedex

Dispositions informatives complémentaires (coffre-fort)

L'acheteur informe les candidats de l'existence d'un coffre-fort appelé « annuaire fournisseur et espace de stockage numérique ».

Conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, chaque soumissionnaire aura la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur PLACE via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

ARTICLE 9 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-Forme Commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **quinze (15) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres (DLRO).

Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures et des offres.

ARTICLE 10 - GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les soumissionnaires ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) pour un même lot.

Les soumissionnaires peuvent être en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si le groupement est conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre.

Toutefois, la composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature de l'accord-cadre dans deux hypothèses seulement (cf. article R. 2142-26 du code de la commande publique) :

- en cas d'opérations de restructuration de société (notamment de rachat, de fusion, ou d'acquisition) ,
- si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

Dans ces cas, le soumissionnaire peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant un autre cotraitant à l'acceptation de l'acheteur.

ARTICLE 11 - UNITÉ MONÉTAIRE UTILISÉE

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte de l'accord-cadre sera l'euro.

ARTICLE 12 - CONDITION DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre des articles 4.1 ou 4.2 du présent règlement de consultation ont été transmis et sont recevables.

Conformément à l'article R. 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même lot.

Un opérateur économique ne peut agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7, l'acheteur examinera la cohérence des moyens présentés avec le résultat attendu dans le cadre du marché.

La capacité financière du candidat sera examinée. En application des dispositions des articles R. 2142-6 à R. 2142-9 du CCP, la réalisation d'un chiffre d'affaires annuel minimal de 2 000 000 euros dans le domaine concernée est exigé.

Il est précisé qu'en cas de groupement, les capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sont appréciées de manière globale et non individualisée par membre. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les candidatures non recevables seront rejetées.

ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les offres jugées non conformes sont éliminées.

La complétude ainsi que la correspondance entre le produit proposé et la fiche technique de l'article sera apprécié. Des produits ne correspondant pas aux attentes listés en besoin rendront l'offre non conforme.

L'attribution des lots résulte d'un classement des offres conformes effectué à partir des critères suivants :

- **le critère Prix**, pondéré par un coefficient de 80 % ;
- **le critère Performance environnementale et sociale**, pondéré par un coefficient de 20 % ;

13.1 Le critère Prix

Pour chaque lot, la note du critère Prix (Px) sera apprécié en fonction de l'offre du soumissionnaire correspondante au montant total hors taxe du panier type du lot considéré.

La note du critère Prix (Px) sur 100 points est appréciée de la façon suivante :

$$Px = 100 \times \left(\frac{O_{min}}{O} \right)$$

Dans laquelle :

- O_{min} = offre proposée par le soumissionnaire le moins disant ;
- O = offre proposée par le soumissionnaire.

13.2 Le critère Performance Environnementale et Sociale

Pour chaque lot, la note du critère Performance Environnementale et Sociale (PES) sera appréciée en fonction des réponses apportées au questionnaire de performance environnementale et sociale.

Une note totale (PES) sur 100 points est attribuée à chaque candidat par l'addition des points obtenus aux différents sous-critères.

Sous-critères	Nombre de points
Plastiques et / ou matières premières issus du recyclage dans la fabrication des 51 articles du panier-type Utilisation de matières premières issues du recyclage pour 1 à 9 articles : 5 pts Utilisation de matières premières issues du recyclage pour 10 à 19 articles : 10 pts Utilisation de matières premières issues du recyclage pour 20 à 29 articles : 15 pts Utilisation de matières premières issues du recyclage pour 30 à 39 articles : 20 pts Utilisation de matières premières issues du recyclage pour 40 à 51 articles : 25 pts Pas d'utilisation de matières premières issues du recyclage dans la fabrication des articles : 0 pt	25 points
Recours à des cartons ou palettes issus du réemploi ou recyclés pour le conditionnement des articles Recours à des cartons ou palettes issus du réemploi ou recyclés pour le conditionnement des articles : 25 pts Absence de recours à des cartons ou palettes issus du réemploi ou recyclés pour le conditionnement des articles: 0 pt	25 points
Entreprise de l'économie sociale et solidaire (EESS) Recours à une entreprise de l'EESS : 25 pts Absence de recours à une entreprise de l'EESS : 0 pt	25 points
Emploi de personnes en situation de handicap ou en insertion sociale au-delà des obligations légales du pays d'origine du candidat Présence d'employé(s) en situation de handicap ou en insertion sociale au-delà des obligations légales du pays d'origine du candidat : 25 pts Absence d'employés en situation de handicap ou en insertion sociale: 0 pts	25 points

TOTAL	100 points
--------------	-----------------------

13.3 Modalités d'attribution des lots

Les offres conformes sont classées par lot par application de la formule suivante afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

$$Note_{finale} = Px \times 80\% + PES \times 20\%$$

Dans laquelle :

- Px = note du critère Prix ;
- PES = note du critère Performance Environnementale et Sociale.

En cas d'égalité de deux ou plusieurs offres, l'offre ayant la meilleure note « Prix » est privilégiée.

Pour chaque lot, un classement des offres est établi dans l'ordre décroissant des notes afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. A l'issue du classement des offres, le candidat ayant obtenu le meilleur classement devient attributaire du lot considéré.

ARTICLE 14 - DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la PLACE ou le site E-attestation, le candidat retenu devra fournir ces documents dans le délai fixé par l'acheteur à compter de la réception de la demande du service.

L'accord cadre ne peut être attribué au soumissionnaire dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit, dans le délai imparti, les pièces, certificats et attestations exigées.

Si le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre ne peut produire ces documents dans le délai imparti par l'acheteur, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé. Le classement est revu le cas échéant et Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les pièces nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué. Cette procédure est reproduite tant que le soumissionnaire ne produit pas les pièces exigées par l'acheteur, et tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Liste des documents à fournir :

1. **l'acte d'engagement (ATTR11) original signé électroniquement** par une personne habilitée à engager la société ainsi que par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement ou par le mandataire et l'ensemble des membres du groupement (à titre d'information, une signature

manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique) ;

2. les documents suivants selon le cas :

- **Candidat individuel ou membre du groupement établi en France**

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (*articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).
L'acheteur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

- **Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger**

Dans tous les cas :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou équivalents ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Le soumissionnaire situé à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine traduits en langue française.

ARTICLE 15 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le présent article précise les modalités de signature électronique pour les opérateurs économiques qui en font usage.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur, les opérateurs économiques doivent respecter les conditions relatives au certificat de signature du signataire et à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), et doivent produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

15.1 Signature de l'accord-cadre par l'attributaire

Seul l'attributaire est tenu de signer l'ATTRI et ses annexes, signés en dernière page (dans le cadre réservé à cet effet) par une personne habilitée à engager la société.

Il est rappelé que ce document ne peut être signé que par une personne habilitée à d'engager l'opérateur économique.

Dans un souci de simplification de la procédure, l'attributaire aura la possibilité de signer électroniquement l'accord-cadre dans les conditions décrites ci-dessous.

15.1.1 Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature électronique doit entrer dans au moins l'une des catégories suivantes :

- certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS),
- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Les certificats de signature électronique sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés définis.

La liste publiée par l'ANSSI, pour la France, facilite la prise de connaissance des prestataires :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance>

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.references.modernisation.gouv.fr/>
- <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en>
- www.industrie.gouv.fr/tic/certificats

Dans ce cas, aucun justificatif n'est à fournir.

2^{ème} cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

L'opérateur économique doit transmettre gratuitement à l'Acheteur tout document permettant de vérifier la validité de sa signature et l'intégrité des pièces fournies.

La signature transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

15.1.2 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

L'opérateur économique utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : L'opérateur économique utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'état « PLACE » Dans ce cas, aucun modèle d'emploi (ou d'information) n'est à fournir à l'administration.

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signatures XAdES, CAdES ou PAdES (dans ce dernier cas, veillez à ne pas cocher l'option « verrouiller le document après signature » en fin de procédure) ;
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, l'opérateur économique indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc...). La fourniture d'une notice en français est souhaitée (le cas échéant une traduction en français devra être livrée) ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'Acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc...).

En cas de difficultés sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse mail suivante : place.support@texo.com

ARTICLE 16 - DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE.

Une considération sociale est prévue dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire d'accord-cadre.

Les modalités d'exécution de ce dispositif sont précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

ARTICLE 17 - CHARTE ET LABEL « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)

Depuis de nombreuses années, le ministère des Armées s'est engagé dans un parcours lui permettant de faire progresser ses pratiques responsables. Après avoir signé la Charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » en 2010 puis en 2021, il est labélisé « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats depuis 2014. Il encourage désormais le développement des bonnes pratiques en matière de RSE. A cet effet, le ministère des Armées invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours français d'achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés et les plus déterminés, à l'obtention du Label RFAR.

Le label n'est pas un critère de sélection.

Le titulaire pourra informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) vous accompagnent dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>
Contact : labelrfar@finances.gouv.fr.

ARTICLE 18 - PROCÉDURE DE RECOURS

18.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

Greffes du tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78 011 VERSAILLES

Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://www.telerecours.fr>

18.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffes du tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78 011 VERSAILLES

Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://ta-versailles.juradm.fr>